RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

cese
Conseil économique social et environnemental

Avis adopté
Séance plénière du 28 octobre 2026

Evolution *démographique* : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

Déclaration du groupe CGT

Nous saluons un travail collectif qui aborde les évolutions démographiques dans toute leur complexité, sans réduire les enjeux à la seule baisse de la natalité. Comme la nécessité d'anticiper ces transformations, de préserver les droits des femmes, de renforcer les services publics et de mieux répondre aux besoins des générations et des territoires.

Mais souhaitons insister sur un point essentiel : la démographie ne doit pas devenir un prétexte aux politiques d'austérité, à l'affaiblissement notre protection sociale ou à l'allongement des carrières professionnelles.

La baisse de la population active n'est pas une fatalité économique. Elle appelle à une politique ambitieuse de l'emploi, de formation, de reconnaissance des qualifications, d'augmentation des salaires et d'amélioration des conditions de travail. On ne répondra pas aux difficultés de recrutement sans rendre les métiers attractifs, notamment dans les métiers du soin et aide à la personne, de l'éducation, où les rémunérations sont trop faibles et les conditions de travail dégradées.

Nous regrettons que la question du financement du modèle social ne mette pas en débat le partage des richesses créées par le travail, la réduction des exonérations de cotisations sociale et la contribution des grandes entreprises à la solidarité collective, alors qu'elles perçoivent pour beaucoup des aides publiques massives.

L'urgence est au développement des services publics pour répondre aux besoins de toutes et tous, notamment dans le logement, la santé, l'école, la petite enfance ou la perte d'autonomie.

Enfin, comme le défend la CES, les transitions démographiques doivent s'accompagner d'emplois de qualité, de droits sociaux renforcés, de négociations collectives, de véritables participations des organisations syndicales aux décisions. Elles doivent s'accompagner de politiques d'inclusion, de régularisation reconnaissant pleinement la contribution des travailleurs et travailleuses immigrés pour éradiquer les inégalités.

Pour la CGT, l'enjeu n'est pas d'adapter la société aux seules contraintes économiques, mais de faire de ces transformations un levier de progrès social, de solidarité, de justice sociale et fiscale.

C'est dans cet esprit que la CGT a voté favorablement ce rapport.